

# LA COMMUNE DE PARIS

ON S'ABONNE A PARIS :

Rue de Rivoli, 16.

Un an. 6 mois. 3 mois.		
Paris. . . . .	24	12
Départements. .	36	18
Etranger. . . .	48	24

Les abonnements datent des 1<sup>er</sup> et 16 de chaque mois.

MONITEUR DES CLUBS, DES CORPORATIONS D'OUVRIERS ET DE L'ARMÉE.

JOURNAL RÉVOLUTIONNAIRE

Pour toutes les insertions, s'adresser au siège de l'Administration, rue de Rivoli, 16.

Comité de rédaction pris parmi les rédacteurs.

DIRECTEUR-GÉRANT : SOBRIER.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

Agriculture, Industrie.

SOLIDARITÉ, ALLIANCE DES PEUPLES.

Arts, Sciences.

MAINTIEN DE LA FAMILLE ET DE LA PROPRIÉTÉ.

Vivre en travaillant ou mourir en combattant !

DROIT AU TRAVAIL. DROIT AU BIEN-ÊTRE.

## AVIS.

Les membres du comité centralisateur sont invités à ne pas manquer à leur réunion quotidienne, demain à deux heures, l'ordre du jour étant la discussion d'une adresse concernant la Pologne.

Paris, 11 mai.

L'Assemblée a nommé aujourd'hui deux commissions d'enquête : l'une chargée de s'occuper du sort des travailleurs, l'autre de préparer un projet de constitution. En vérité, elle a fait effort sur elle-même. Ce brave peuple, qui avait offert trois mois de misère à la République, doit être très-satisfait; dans quinze jours il le sera bien davantage.

La séance est suspendue.

Au bout d'une heure et demie d'attente, cet homme flasque et mou, sans autorité morale, qu'on nomme Buchez, annonce qu'elle est rouverte. La parole est au citoyen Vivien, que vous connaissez tous, rapporteur de la commission chargée d'étudier le règlement relatif à la police de l'Assemblée. La discussion s'engage; elle roule sur des points insignifiants auxquels certains commis du peuple paraissent néanmoins attacher une grande importance. Il faut, dit-on, que le président de l'Assemblée dispose d'une puissante force matérielle. Tout doit lui obéir. Il en est qui vont jusqu'à demander la condamnation à mort du citoyen réfractaire à ses ordres. Il convoquera la garde nationale. Sera-ce oralement? sera-ce par écrit? Discussion là-dessus. Il ne suffit pas d'appeler la garde nationale de ville; il faut faire venir la banlieue? Pourquoi ne pas mettre en réquisition tous les chemins de fer et amener des renforts de Lille, de Strasbourg et de Brives-la-Gaillarde? N'avez-vous pas des canons? et tout un attirail de défense pour soutenir au besoin un siège en règle! Pauvres diables!

Mais qu'est-ce que c'est donc qu'une Assemblée nationale qui fait naître de pareilles conjectures? Pourquoi cette défiance injurieuse envers le peuple de Paris, le premier peuple du monde? parce qu'il est le résumé de toute une nation? Quelles opinions, quels sentiments sont donc les vôtres? Quels déplorables préjugés ont imbu votre esprit, citoyens commis que nous n'avons pas l'honneur de connaître? Sont-ce là des paroles sages et dignes de retentir à la tribune d'un peuple libre? Quant à nous, nous n'avons que du mépris pour elles, mais un mépris qui ne va pas sans un sentiment de douleur profonde, hélas! et trop légitime.

C'est qu'en tout cela nous cherchons vainement l'instinct révolutionnaire, l'intelligence de la situation, la passion des grandes choses. Tout cela est petit, tout cela se réduit à des proportions mesquines : pas un mot parti du cœur, pas un cri révélateur. Est-ce donc là une Assemblée démocratique? Représentant, j'eusse voulu qu'on siégeât sur la place publique, sur les carrefours, dans les ateliers, et toujours toutes portes larges ouvertes avec des parois de verre. C'était le moyen d'en finir à jamais avec les complots, la réaction et les espérances des infâmes! C'était le moyen de sceller dans un embrassement continu, par une fréquentation quotidienne, par un échange incessant d'opinions et de sympathies, cette unité sociale que nous poursuivons de toutes nos forces, de toute notre foi. Un élan de spontanéité magnanime, trois pas en avant, toutes les questions de l'avenir étaient résolues. Point; vous songez à vous claquemurer.

Le règlement adopté, le président lit une lettre adressée à l'Assemblée par la commission du pouvoir exécutif, une lettre touchante en vérité et pleine de remerciements. Suit l'annonce des nominations faites aux divers ministères. Nous les donnons plus loin : on les jugera. Le provisoire n'a fait que changer de place.

Nous oublions une pétition de dix mille ouvriers qui rappellent les engagements pris envers eux le lendemain de la victoire du peuple. Cette pétition a été accueillie avec un grand silence par le côté droit. Quelques braves ont éclaté à gauche. Il nous a semblé à ce moment remarquer un malaise général dans l'Assemblée.

Hier, combien son attitude était différente quand elle a eu supprimé le ministère du progrès! quel épanouissement, quels transports frénétiques! Heureux Peupin, que sereine a dû être

vos joies d'avoir fourni aux commis du peuple l'occasion de manifester si bruyamment leurs tendances socialistes! Digne élève de Wolowski, le libre échangiste, le partisan effréné de la libre concurrence, votre nom passera à la postérité avec celui de votre auguste maître; si c'était encore la mode, vous seriez mis au rang des dieux et des astres. Pour votre exploit mirifique, les siècles n'auront pas assez de mémoire. Tout le monde ne sait-il pas le nom d'Erostrate, qui brûla le temple d'Ephèse? Le nom de Malthus sera-t-il jamais oublié? Allez donc compléter cette auguste pléiade; mais ne vous dites plus ouvrier. Coriolan chez les Volques ne se disait plus Romain, que je sache.

Quant à votre victime, le citoyen Louis Blanc, je lui laisserai les bandelettes dont vous l'avez affublé. Louis Blanc a failli; nous l'abandonnons à ses remords. Qu'il choisisse lui-même le mode d'expiation. Je ne veux pas dire qu'il aille au cours de Wolowski.

A nos yeux, Louis Blanc aura toujours un grand mérite, celui du démolisseur. Nous ne croyons pas qu'on puisse regretter les odieux errements qui avaient été suivis jusqu'à lui. D'autres seront plus heureux dans leurs essais de reconstruction : ils seront moins systématiques.

## COMITÉ D'AGRICULTURE

ET DE COLONISATION.

La Révolution de février a déplacé l'activité sociale. Dégoutés des spéculations aléatoires de l'industrie, les esprits et les forces se tournent à cette heure vers l'agriculture.

Le grand problème qui sollicite aujourd'hui les intelligences est l'amélioration du sort des travailleurs; cette augmentation de bien-être pour les classes laborieuses et souffrantes se traduit en économie politique par cette formule vulgaire : la vie à bon marché.

Nous n'abaïsserons le prix des denrées qu'en augmentant sur une vaste échelle la production. Il faut donc appuyer vers l'agriculture si nous voulons satisfaire aux besoins d'une consommation croissante.

L'agriculture nous offre un champ favorable pour appliquer nos théories économiques. Nous ne faisons point la guerre à la propriété; nous venons au contraire lui apporter un concours puissant en éclairant la propriété inintelligente et improductive, qui, si l'on ose ainsi dire, ne se possède pas elle-même. Nous ne voulons pas qu'elle s'isole dans son infertilité; nous voulons au contraire qu'elle fructifie pour elle et pour les autres.

Ce que nous demandons, c'est la liberté dans l'association, c'est l'individualité dans l'organisation agricole.

La question du capital et du travail se résout pour nous dans une alliance. Le capital fournit la terre et les instruments de labour; le travail féconde cette terre stérile et rembourse progressivement le prix des instruments communs.

Chacun selon son travail; une caisse centrale vient au secours des malades et des invalides.

Nous ne croyons point aux fainéants : la paresse chez l'homme n'est que le résultat des facultés de l'individu mal appliquées; nul être n'est incapable de travail, du moment qu'il est doué par la nature de l'intelligence et des mains. Nous voulons réaliser l'association progressivement; c'est assez dire que nous nous servons d'institutions intermédiaires, suivant les mœurs et le degré d'avancement des classes agricoles.

Au perfectionnement des industries rurales se lie la question de l'enseignement et de la diffusion des lumières. Les arts agricoles s'accroissent par le développement moral des classes fixées à la glèbe. Nous voulons l'enseignement libre et professionnel.

En ramenant l'homme vers la nature, nous croyons le ramener à ses droits et à ses devoirs. Dieu a mis le progrès dans le travail et la réforme des sociétés corrompues dans la culture des biens de la terre.

Pour le Comité, SOBRIER.

FRATERNITÉ. Ayuntamiento de Madrid

Divine fraternité! c'est à qui composera des hymnes en ton honneur. Les dynastiques d'hier, les spéculateurs effrontés, les monopoleurs sans

conscience, les privilégiés repus, tout ce monde-là s'est rallié à la République sous prétexte qu'elle a proclamé la fraternité. Mais j'ai beau chercher autour de moi, je vois partout des pauvres qui souffrent, des ouvriers qui n'ont pas de travail ou dont le travail est insuffisamment rétribué, comme aussi je vois des riches qui regorgent, des guenilles à côté des éblouissantes soieries, des taudis à côté des maisons somptueuses; je ne vois la fraternité nulle part.

C'est que les Révolutions qui renversent les trônes ne changent pas les cœurs; c'est que l'avare de la veille sera toujours l'avare du lendemain; c'est que l'affreux égoïsme rongera le cœur de l'homme tant que le milieu social n'aura pas subi de profondes modifications et qu'une éducation plus morale n'aura pas préparé les générations à venir à de meilleures destinées.

En attendant, que doit-on faire pour que le mot de fraternité ne reste pas un mensonge pompeux? Certes, il faut respecter les droits de la famille et de la propriété; il peut y avoir des riches, mais il ne doit pas y avoir des misérables. Dans les familles, tous les frères ne parviennent pas à la fortune; mais le frère riche, s'il n'est pas un monstre, ne refuse jamais d'assister son frère pauvre. Que la société suive donc l'exemple de la famille.

Ce serait toutefois compter sur une planche pourrie que d'attendre le soulagement efficace des classes déshéritées, de l'initiative individuelle. Il ne s'agit plus d'aumônes insignifiantes, il s'agit de la réhabilitation de la dignité humaine, il s'agit du droit de vivre, car pour tant de malheureux qui, depuis le berceau jusqu'à la tombe, n'ont en perspective que les privations et la misère, ce n'est pas la vie, c'est la mort en détail, c'est la torture socialisée.

Vous tous, représentants du peuple, qui, dans vos professions de foi, avez préconisé la fraternité, nous vous adjurons, nous vous sommons de tenir la parole jurée. Que le sentiment de la fraternité humaine soit le piédestal de la constitution française, et sur ce piédestal inscrivez en caractères indélébiles : Tout pour le peuple qui souffre!

Encore une fois, ne portons aucune atteinte à la fortune des particuliers; mais il importe de saper tous les privilèges de la richesse sans exception.

Faites que la vie soit à bon marché, par la suppression radicale des droits qui pèsent sur les objets de consommation et par de larges encouragements accordés à l'agriculture; déterminez la gratuité de l'instruction à tous les degrés, et que les fonctions publiques, les professions de toute nature soient accessibles à tout citoyen recommandable par sa moralité et sa capacité. Assurez à l'ouvrier le travail et une équitable rémunération; donnez le toit et le pain au citoyen qui est hors d'état de gagner sa vie par le travail. L'impôt progressif appliqué avec intelligence soldera la facture de la prospérité générale.

En un mot, considérez la République comme une grande famille où chacun est solidaire; ne votez que des lois vraiment fraternelles, et vous aurez trouvé la solution de ce problème intitulé : l'Organisation du travail.

## LES HOPITAUX.

La Révolution a-t-elle pénétré dans les hôpitaux? N'y considère-t-on plus le pauvre comme une chose, une propriété de l'établissement qu'il est loisible à tout employé de laisser souffrir dans tel coin ou de guérir sur tel lit?

On eût pu croire désormais que dans toutes les institutions sociales, le souffle fécond de la fraternité amollirait les cœurs et remuerait de fond en comble les sentiments. C'était dans le régime des hôpitaux, si dur au fond quoique si doux en apparence, que le peuple souverain eût dû trouver tout d'abord un complet changement. Eh bien! le mois dernier, les malades ont afflué partout, les lits ont manqué, les malades encombraient les salles d'attente. Quelles mesures nouvelles ont été prises par l'autorité et par l'administration?

Dans ces salles d'attente, des malades, pâles, épuisés, restaient huit ou dix heures avant qu'un de deux médecins ne prononçât sur leur sort. Des femmes s'évanouissaient sans qu'un médecin intervint, sans qu'on pût obtenir d'un gardien, d'un portier, un verre d'eau!

Les moins malades, qui avaient le mieux supporté cette longue attente, paraissaient enfin devant les médecins : c'était pour être brutalement renvoyés par un non sec, tranchant, magistral.

Aux plaintes timides de ces malheureux, que répondait-on? « Deux médecins ne peuvent aller plus vite en besogne. » Et pourquoi n'avait-on pas mis vingt médecins en réquisition? Pourquoi n'avait-on pas formé d'ambulances dans ce moment extrême? D'ailleurs comment se fait-il que les lits manquaient dans les hôpitaux de Paris, où on peut au besoin disposer de plus de 80,000 lits.

Pourquoi la garde nationale de Paris est-elle mise en réquisition pour faire le service des barrières de Paris et principalement à Montmartre, où les corps de garde sont tout simplement pourvus de paille et rongés par la vermine?

Pourquoi refuse-t-on de donner des armes à certains citoyens, en même temps qu'on les oblige à monter la garde?

Nous engageons l'état-major à donner des ordres pour que de semblables abus ne se renouvelent pas.

Le moniteur de la réaction, le Constitutionnel, a publié hier un factum, attribué à messieurs les officiers de la 12<sup>e</sup> légion, dont le but apparent était de provoquer des explications de la part du citoyen Barbès et le but caché d'obtenir sa démission. Nous ne laisserons pas passer sans la relever cette misérable déclaration, inspirée par l'esprit le plus anti-révolutionnaire. Barbès a une vie de dévouement que les diatribes de la réaction ne sauraient atteindre, et le mépris public en a déjà fait justice.

Ces messieurs osent aussi élever leurs attaques jusqu'à Robespierre, l'homme à jamais flétri, comme ils l'appellent. L'histoire impartiale a répondu, et nous n'ajouterons rien à son jugement, sinon que Robespierre ne relève pas du Constitutionnel ni de ses correspondants.

Le quai Voltaire était dernièrement le théâtre d'une scène affligeante. Un assez grand nombre de femmes, presque toutes mères de famille, réclamaient avec instance l'ouverture d'un atelier national de couture dans le 10<sup>e</sup> arrondissement. Beaucoup d'entre elles n'avaient pas de pain à donner à leurs enfants.

Nous espérons que les autorités municipales prendront en considération une misère aussi réelle et feront droit aux réclamations de ces malheureuses.

On a fait récemment des distributions de cartouches aux gardes nationaux en prévision d'événements qu'on n'aurait pas dû prévoir. Ne serait-il pas convenable de faire rentrer dans les mairies ces munitions inutiles, s'il est vrai surtout (et un citoyen nous l'affirme) que certains gardes nationaux ont poussé la prévoyance jusqu'à prendre la part de trois.

OU EST L'ANARCHIE.

Tous les jours certains journaux et certains hommes, par vieille habitude sans doute, ressuscitent sur tous les points de Paris l'hydre de l'anarchie.

Beaucoup n'en font que rire. Ils ont tort.

Oui, l'anarchie grandit au milieu de ce peuple si admirable d'ordre, d'unité et de dévouement au lendemain de sa victoire.

En voici la preuve :

Mardi 9 mai, un ordre arrive dès le point du jour à la 41<sup>e</sup> légion : trois cents hommes par bataillon sont appelés. Grand émoi dans toutes les familles, car il s'agit de protéger l'Assemblée nationale menacée par les factions.

Cette fois encore les conspirateurs sont introuvables. Après deux heures d'attente, ordre écrit du colonel arrive aux chefs de bataillon de renvoyer chacun chez soi les gardes nationaux si légèrement dérangés, sauf toutefois quinze hommes gardés pour le piquet.

Un de ces chefs de bataillon, en présence du lieutenant-colonel, sans uniforme, il est vrai, donne lecture aux officiers formés en cercle de la lettre de son colonel,



Presque tous les officiers présents se récrient et refusent d'obtempérer à cet ordre, prétextant que le colonel n'est pas reconnu, qu'il ne peut ordonner qu'après avoir rassemblé le conseil supérieur de la légion, etc., etc. En conséquence le bataillon est promené de la place d'armes à la mairie, puis au Petit-Luxembourg, où il est retenu jusqu'à cinq heures du soir.

Dans l'intervalle, on colporte une protestation longuement motivée contre le colonel. Nous devons dire cependant que quelques voix s'élèvent, même celle du chef de bataillon qui venait de manquer si gravement à la discipline, pour s'opposer à ce qu'elle soit signée sous les armes.

Le soir même, le conseil supérieur de la légion était saisi des faits que nous venons de signaler. Cette hostilité manifestement encouragée par l'attitude de certains officiers, même supérieurs, s'explique par un seul mot :

Le colonel Edgar Quinet a été le candidat républicain démocrate de la 11<sup>e</sup> légion.

(Communiqué par le comité démocratique central du 11<sup>e</sup> arrondissement.)

J.-A. BARRAT, président.  
J. TABOURET, secrétaire.

#### PAGE INCROYABLE.

M. A. Madrolle publiait une brochure il y a un an où nous trouvons ces lignes prophétiques : « Si la révolution de juillet, qui s'est faite sans armée, sans enceinte continue et comme à bon marché, contre des gens toujours en arrière d'une année, d'une armée et d'une idée, avait le malheur de songer sérieusement à se soutenir et à s'ériger en restauration, en légitimité, par une grande armée quasi-impériale, par des bastilles en nombre, par une police d'Etat et même de famille, par des tribunaux et des cours, par des chambres et des lois draconiennes de septembre, avec tout cela, et pour tout cela, par des impôts écrasants, c'en serait bientôt fait d'elle. »

M. Cuizot ou ses successeurs auront beau faire et beau dire, il faut qu'ils n'oublient pas à la chambre surtout que

La roche Tarpéienne est près du Capitole.

« La roche Tarpéienne en 1789, ce fut la Montagne patriotique ; en 1830, ce fut le pavé ; de 1844 à 1850, ce serait l'enceinte continue, grosse à la fois de pierres, de fer et de feu... »

« La sorte de gouvernement née des hautes justices nationales, la République, aura lieu tôt ou tard en France, une seconde fois, précisément parce qu'elle a eu lieu une première. »

« Elle aura lieu... parce qu'elle existe. »

« Et la soi-disant meilleure des Républiques, sans une suite de miracles, est essentiellement grosse de celle qui lui est opposée. »

« Louis-Philippe, qui dit, le 26 août : « Je suis l'élé de la liberté, je mets ma gloire à la défendre, » ajouta peu de jours après, le 2 septembre : « Le gouvernement qui ne respecte pas les libertés publiques creuse lui-même son tombeau. »

#### A LA RÉSURRECTION DE LA POLOGNE!

Une imposante manifestation se prépare en faveur de la Pologne pour samedi prochain, 15 mai. Tous les clubs de Paris doivent porter ensemble une adresse à l'Assemblée nationale. Les amis de la Pologne sont invités, en conséquence, à se rendre le samedi, à onze heures précises, place de la Bastille.

Le cortège se mettra immédiatement en marche en suivant les boulevards.

Des mesures sont prises pour que le plus grand ordre soit observé.

#### TERRAINS DU BOULEVARD BEAUMARCHAIS.

La ville de Paris, que les circonstances présentes entraînent à des dépenses considérables, a-t-elle songé à tirer parti des créances que lui a léguées l'ancienne municipalité ?

On assure que les acquéreurs des terrains du boulevard Beaumarchais sont encore débiteurs de sommes importantes; les intérêts de ces mêmes sommes n'ont pas été payés depuis trois ans. Enfin le cahier des charges imposait aux acquéreurs l'obligation de faire construire dans un certain délai; le délai est expiré, et cette condition n'a pas été remplie.

Certes, les exigences du moment doivent faire écarter toutes les mesures de rigueur; mais on pourrait demander que les clauses fussent accomplies au moins en partie.

(Communiqué.)

#### Bouche de bronze.

Hier nous donnions, d'après le Représentant du Peuple, le budget du citoyen Letronne; aujourd'hui c'est celui du citoyen Hase et du citoyen Mignet.

HASE.	
Conservateur à l'ex-Bibliothèque royale,	6,000 f.
Le logement,	2,000
Professeur à l'Ecole des langues orientales,	3,000
Professeur d'allemand à l'Ecole polytechnique,	4,000
Inspecteurs des examens à l'Ecole d'état-major,	4,000
Inspecteur de l'Académie des inscriptions,	1,800
Inspecteur de la commission des médailles, <i>ibid.</i> ,	2,000

Rédacteur du Journal des Savants,	1,500
Membre de la commission pour l'Histoire des croisades à l'Académie des inscriptions,	2,000

Total, 28,500

#### MIGNET.

Direction des archives du ministère des affaires étrangères,	25,000 f.
Le logement (un palais),	6,000
Secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences morales, titre non reconnu par la loi constitutive de l'Institut,	6,000
Membre de cette Académie,	1,800
Rédacteur du bulletin de la même Académie,	2,000
Rédacteur du Journal des Savants (payé par l'Etat),	1,500

Total, 42,500

Depuis le 24 février, les citoyens Letronne, Hase et Mignet ont continué à élargir les traitements de leurs nombreux emplois.

#### Correspondance.

Citoyen rédacteur du journal la Commune de Paris.

Vous faites un appel aux propriétaires de terres incultes. Cet appel ne peut se restreindre à la France proprement dite, et je profite de cette occasion pour vous développer quelques idées auxquelles je vous prie de vouloir donner jour dans votre journal.

Sous Colbert et longtemps après lui, jusqu'en 1759, des engagements des travailleurs européens faisaient et la sûreté de nos colonies et les richesses des Français. C'étaient de nouveaux bras sans cesse apportés à la culture des terres tropicales, des bras inoccupés enlevés de France et des consommateurs donnés à la métropole. Une discussion serait sans doute utile sur ces modes d'engagements, équivalant presque à un esclavage. Mais là ne s'arrête pas le but que je voudrais atteindre.

Ces terres si riches, si fertiles, furent, comme vous le savez, acquises à la France par quelques Normands partis de Dieppe en 1635. L'esclavage y était inconnu des Européens qui y abordèrent, et alors que l'insalubrité des marais qui les couvraient les rendait infiniment plus malsaines, la richesse et non la mort était le partage des Français qui se livraient à leur culture. Plus tard, quelques nègres pris en course par les pirates Pittres, dignes de la renommée d'Erostrate, y acclimatèrent l'esclavage. Mais alors cet esclavage n'avait point encore été sanctionné par des lois; c'était l'antithèse de la couleur, qui, résumant les forces entre les mains des blancs, faisait des nègres un bétail corvéable à volonté, vendable aux premiers besoins. L'esclavage allait faire la ruine des colonies, car le nègre, devenu une marchandise, devint le privilège de la métropole, qui chaque année recevait pour ce produit, qu'elle exploitait exceptionnellement, à peu près tous les bénéfices des colonies expatriées. Mais avec ce nouveau produit devait disparaître nécessairement la concurrence, et le commerce ayant accredité le mensonge anti-national de l'impossibilité du travail des terres tropicales par les Européens, tous les essais faits du reste pour rétablir ce premier moyen d'action ayant été ou mal faits ou faits dans le but de faire croire au mensonge, en exposant les nouveaux venus à une mort certaine, les colons, quand ils se sont vus battus en brèche, ont cru de leur intérêt de devoir faire résonner aux oreilles de l'Europe cette épouvantable menace qui la prive d'une de ses ressources les plus assurées.

J'ai eu chez moi des laborieux européens qui travaillaient dix heures par jour; ils ne quittaient jamais la charrue, et sont encore dans le pays où la fortune et l'aisance ont couronné leur labeur.

Je me résume, je sais combien vos moments sont précieux, et je finis en vous disant que je considère la colonisation partielle comme devant sauver nos colonies. Cette colonisation pouvant s'appliquer aussi bien aux nègres, libres aujourd'hui, qu'aux Européens qui voudraient se transporter aux colonies, je crois que le comité d'agriculture trouverait dans l'exploitation des terres tropicales un élément digne de ses études et de sa philanthropie. Je mets à sa disposition et mon expérience, et mes faibles lumières, et des terres toutes défrichées situées dans un des quartiers les plus sains de la Martinique. Au premier appel, je serai heureux de pouvoir contribuer pour quelque chose à son œuvre toute patriotique.

Salut et fraternité.

Adrien DESSALLES.

Nous extrayons d'une lettre, par laquelle le citoyen Després, ancien notaire, fait acte d'adhésion au Comité d'agriculture, le passage suivant : « Paris, le 10 mai 1848.

« Citoyen président,

« Que la mission du Comité d'agriculture soit d'occuper fructueusement et les bras et le moteur aujourd'hui sans emploi sérieux; que des terrains jusqu'à présent improductifs nous viennent en main, nous ne tarderons pas à jouir du bonheur de contribuer, pour une large part, à la prospérité de notre jeune République et à la moralisation comme au bien-être de nos frères, en fécondant le sol de sorte à toujours préserver la patrie contre le terrible fléau de la famine et contre l'agglomération, non moins déplorable d'un grand nombre d'hommes forcés de demander du pain, faute de travail, dans la capitale. »

Citoyen rédacteur,

C'est avec surprise, avec indignation (je me sers du mot propre) que j'ai vu le citoyen PUPIN, dans un discours qui ferait honneur à un pritchardiste et qui a été applaudi à ce titre, se qualifier de mandataire des ouvriers. Il faut qu'on le sache bien : jamais le citoyen PUPIN, rédacteur de l'Atelier, fraternisant avec le National et l'Univers religieux, n'a été le candidat des ouvriers; ces derniers ont le cœur et l'esprit trop démocratiques pour accepter comme leur représentant le défenseur du vote à deux degrés et qui, tout en revendiquant son titre d'ouvrier, vient de prouver qu'il a depuis longtemps déserté la cause de ses frères en proposant comme seul remède à la situation présente... quoi?... une enquête dérisoire!...

« Nous devons, dit le même citoyen PUPIN, fermer l'oreille aux bruits du dehors. » C'est oublier étrangement sa mission et l'histoire. N'est-ce pas, en effet, pour n'avoir pas écouté les bruits du dehors que les gouvernements monarchiques se sont successivement écroulés? Et avez-vous déjà oublié que vous n'êtes à l'Assemblée nationale que l'organe, que l'écho de ces mêmes bruits?...

Croyez-moi, citoyens commis du peuple, tendez au contraire l'oreille à ces bruits du dehors, qui ne sont encore que des murmures, et n'oubliez jamais que si ces murmures passaient à l'état de tempête, rien cette fois ne pourrait la conjurer.

J'ose, citoyen rédacteur, vous soumettre ces réflexions nées de la lecture de la séance du 10 et vous prier de vouloir bien, si vous le jugez convenable, les insérer dans votre plus prochain numéro.

Salut et fraternité.

ALFRED MÉRISSE, ouvrier.

Paris, 11 mai 1848.

#### Évangile républicain.

(Suite de la publication du 6 mai.)

#### ÉPIQUE.

Léon d'un sage Indien.

Homme, toi qui te crois le roi des animaux, reconnais ton erreur. Tu n'es à considérer dans l'univers que quand tu ouvres ton cœur à la liberté et que tu abjures toute espèce de souveraineté, qui fait injure à la loi éternelle, cette loi qui égalise tous les hommes.

Ne pense pas, ô mortel! être réellement vertueux tant que tu voudras dominer sur les autres ou que tu seras assez lâche pour reconnaître un maître. La loi de la société, voilà tout ce qui est au-dessus de toi.

Considère les oiseaux du ciel : ils passent comme l'éclair de l'orient à l'occident, ils sont libres, et toi, homme, tu ne rougis pas d'être esclave! Tu vas me dire qu'il te faut un chef... Ah! malheureux! les tigres en ont un; mais les tigres sont des monstres presque aussi méchants que les rois. D'où vient dans l'homme le besoin de maître, si ce n'est parce qu'il manque de vertu? O homme! élève ton cœur et tes yeux vers le ciel; tu y verras la liberté gravée dans les étoiles et multipliée à l'infini, comme une glace brisée en nombre incalculable de morceaux représentée dans chaque parcelle un objet en entier. Dis : « Les dieux sont libres, pourquoi ne le serais-je pas? » Dis cela, ô mortel! et tu mériteras d'être homme.

#### ÉVANGILE.

En ce temps-là un sans-culotte disait à d'autres sans-culottes : « En vérité, en vérité, je vous le dis : j'ai toujours vu avec peine les menées des intrigants qui jouent le patriotisme, mais qui au fond se raillent de la liberté; je gémis de voir adorer des scélérats qui trompent leurs adorateurs. Est-il possible que des hommes nés pour la liberté se prostituent en quelque sorte à tel ou tel parti. N'avons-nous pas juré l'unité, l'indivisibilité de la République? D'où vient donc que les républicains se trouvent séparés d'opinion? »

« Je me rappellerai toute ma vie de cette parole d'un sans-culotte comme nous : — Je ne me bats point pour un parti, je me bats pour moi. Je fais partie du souverain, ce n'est donc que pour le souverain que je dois agir. Ce souverain est le peuple. Loin de nous ces perfides qui, sous le manteau du patriotisme, cachent une aristocratie gangrénée, périssent sans cesse, dénoncent continuellement, et n'ont pour but, dans toute leur conduite, que la réussite à nous extorquer notre confiance... Je préfère le patriotisme tout uni et de bonne foi à ces orateurs pompeux... — Il ne faut aux Français que de l'éloquence dans les bras tant que les tyrans voudront disputer l'univers à la liberté. »

#### ASSEMBLÉE NATIONALE.

PRÉSIDENCE DU CITOYEN BUCHEZ.

Séance du 11 mai.

A midi un quart, le citoyen président monte au fauteuil.

Le procès-verbal est lu et adopté. Le citoyen Thouret demande que les membres de la commission exécutive nommée hier soient toujours révocables et que la durée des fonctions de cette commission soit fixée aujourd'hui. (Non! non!)

LE CIT. DAVID (d'Angers). Je viens vous présenter une proposition importante. La France est reconnaissante pour les nobles citoyens qui en acceptant le fardeau du pouvoir ont sauvé la

France de l'anarchie; l'Europe les admire et la postérité les honorera. Je viens vous proposer de leur décerner une médaille individuelle (Ah! ah! — Rumeurs diverses.) qui porterait d'un côté l'image de la République et de l'autre... (Interruption. L'ordre du jour!)

L'orateur quitte la tribune.

LE CIT. BOUVET fait une proposition tendant à exempter du service militaire les jeunes soldats de la réserve qui ont obtenu l'autorisation de se marier. (Non! non!)

L'orateur quitte la tribune.

LE CIT. PRÉSIDENT. L'ordre du jour appelle la discussion sur le nombre des commissions à nommer immédiatement et ensuite sur le mode de nomination de ces commissions.

LE CIT. BRUNET demande que pour établir plus d'ordre dans ses travaux, l'Assemblée établisse un lien entre les diverses commissions chargées d'examiner des projets rentrant dans le même ordre d'idées.

Le citoyen représentant soutient que les commissions dont il propose la création n'auront rien de commun avec les fameuses commissions nommées par la Convention.

LE CIT. VIVIEN. Je demande le renvoi de cette proposition à la commission du règlement, qui sera en mesure de présenter son rapport dans le cours de cette séance.

Ce renvoi est prononcé.

LE CIT. PRÉSIDENT. Une proposition a été faite pour que la commission des travailleurs soit composée de trente-six membres.

LE CIT. MONTREUIL. Je demande que la question des travailleurs agricoles ne soit pas séparée de celle des travailleurs industriels. (Oui! oui! C'est entendu.)

L'Assemblée décide que cette commission se composera de trente-six membres.

Le citoyen Oscar Lafayette demande que l'on s'occupe avant tout de nommer la commission de constitution.

LE CIT. GLAIS-BIZOIN. Il faut attendre que le ministère soit constitué, car il est possible qu'il juge à propos de présenter un projet de constitution. (Non! non! À l'ordre!)

LE CIT. VIGNERTE. Je crois qu'il ne faut pas nous presser de nommer la commission de constitution, car si les idées ne sont pas mûres, nous verrons surgir des amendements innombrables.

LE CIT. BAROCH. Je demande qu'il soit sursis, quant à présent, à la discussion du mode de nomination.

LE CIT. SÉNART. Vous avez organisé un gouvernement intérimaire nommé dans un esprit auquel j'applaudis pour ma part; mais il n'en est pas moins urgent de procéder à l'organisation d'un pouvoir définitif. Pour nous livrer à ce travail, devons-nous attendre le terme de l'élaboration de la constitution? Je ne le crois pas.

Cependant nous avons besoin de quelque chose de définitif; les circonstances sont graves à l'intérieur, elles peuvent le devenir d'un jour à l'autre à l'extérieur.

L'orateur conclut en demandant qu'une commission de trois membres soumette avant tout à l'Assemblée un travail relatif à l'organisation définitive du pouvoir exécutif.

LE CIT. BAZE combat cette proposition. Elle est pleine de périls, dit-il. Ainsi je suppose que vous décrétiez d'ici à huit jours la forme du pouvoir exécutif, il faudrait appeler la France à le nommer, et alors il existerait en France deux pouvoirs souverains émanant au même titre du pays, cette Assemblée et le pouvoir exécutif, et dont les rapports n'auraient pas été préalablement réglés.

Par ces motifs, je m'oppose à la prise en considération de la proposition. (Très bien.)

LE CIT. DÉMOSTHÈNE OLIVIER. Il y a un besoin urgent de s'occuper du sort des travailleurs et de satisfaire au vœu le plus brûlant de notre cœur. Retirons-nous à l'instant dans nos bureaux. (Oui! oui!)

Le citoyen Oscar Lafayette demande le renvoi de la proposition du citoyen Sénart dans les bureaux.

LE CIT. GERMAIN SARRUT. Il est important de faire vite, mais il l'est plus encore de faire bien. Le travail trop précipité des commissions a de graves inconvénients; on en a vu un exemple avant-hier quand l'Assemblée a donné raison à une minorité de quatre membres contre quatre-vingt.

Je crois qu'il serait contraire à la logique de tirer les conséquences avant d'avoir posé les principes, et de nommer un pouvoir exécutif pour exécuter quoi? une constitution qui n'existe pas encore.

Je demande que nous nous retirions dans nos bureaux, et qu'après y être restés une heure nous revenions ici nommer la commission des travailleurs.

LE CIT. PRÉSIDENT. Je propose à l'Assemblée de se retirer dans les bureaux pour nommer la commission des travailleurs et pour s'enquérir sur le choix des membres qui devront composer la commission de constitution.

Le citoyen Germain Sarrut demande que la commission des travailleurs soit nommée directement par l'Assemblée.

Voix nombreuses. La question a été décidée hier.

Le citoyen président se couvrant et descendant du fauteuil, la séance est suspendue.

A trois heures, la séance est reprise.

LE CIT. VIVIEN, rapporteur de la commission du règlement. Citoyens représentants, la commission que vous avez chargée de vous présenter un règlement s'est mise immédiatement à l'œuvre.

Les règlements de nos assemblées remontent



à nos premiers corps délibérants. Sur les points dont j'ai à vous entretenir, nous avons consulté tous les règlements faits sur la police extérieure et intérieure de l'Assemblée et sur la tenue des séances. La publicité de nos séances est de droit. La salle a été appropriée pour que la publicité y soit représentée par le plus grand nombre de citoyens possible; mais la publicité doit être combinée de telle manière que l'ordre ne soit jamais troublé.

Quant à la police extérieure, nous en avons emprunté la forme à un article d'un écrit de 1791. Cet article est ainsi conçu :

« Le corps législatif a le droit de disposer, pour sa sûreté et le maintien de sa liberté, des corps établis dans la ville où il tient ses séances. »

Je n'ai plus maintenant qu'à vous donner lecture du projet de décret sur la police intérieure et extérieure de l'Assemblée.

« Art. 1<sup>er</sup>. La police de l'Assemblée est exercée en son nom par le président.

« Art. 2. Nul étranger ne peut, sous aucun prétexte, s'introduire dans l'enceinte où siègent les membres de l'Assemblée.

« Art. 3. Pendant tout le cours de la séance, les personnes placées dans les tribunes se tiendront assises, découvertes et en silence.

« Art. 4. Toute personne qui donne des marques d'approbation ou d'improbation est sur-le-champ exclue des tribunes par les huissiers chargés d'y maintenir l'ordre.

« Art. 5. Tout individu qui trouble les délibérations est traduit sans délai, s'il y a lieu, devant l'autorité compétente.

« Art. 6. Le président est chargé de veiller à la sûreté intérieure et extérieure de l'Assemblée nationale.

« A cet effet, il a le droit de requérir la force armée et toutes les autorités dont il juge le concours nécessaire.

« Ses réquisitions peuvent être adressées directement à tous officiers, commandants ou fonctionnaires, qui sont tenus d'y obtempérer immédiatement, sous les peines portées par l'art. 234 du Code pénal.

« Art. 7. Le président peut déléguer son droit de réquisition aux questeurs ou à l'un d'eux. »

L'article 1<sup>er</sup> est adopté à l'unanimité.

Le citoyen président donne lecture de l'art. 2. Une voix. Et les sténographes ?

LE CIT. PRÉSIDENT. Les sténographes font partie du service officiel de l'Assemblée.

LE CIT. PORTALIS. Si, plus tard, des incompatibilités étaient déclarées et que l'Assemblée jugeât convenable de demander des explications soit au procureur général, soit au préfet de la Seine, soit au préfet de police, ils ne pourraient donc entrer dans la salle ?

Voix nombreuses. Alors ils seraient spécialement autorisés.

L'article 2 est adopté, ainsi que les articles 3, 4 et 5.

Le citoyen président donne lecture de l'art. 6. Une voix. Je demande la lecture de l'art. 234 du Code pénal.

Le cit. Vivien donne lecture de cet article, qui prononce un emprisonnement de un à trois mois contre tout commandant de la force publique qui aurait refusé d'obtempérer aux réquisitions de l'autorité civile.

Un membre. Je demande qu'au lieu des peines portées par l'art. 234, on dise : « Les peines portées par la loi. »

Le cit. Vivien adhère à cette rédaction. LE CIT. COURTAIS. La sûreté de l'Assemblée est confiée à la garde nationale et à son chef, sous sa responsabilité particulière; la garde nationale et son commandant ne failliront pas à ce devoir.

LE CIT. CLÉMENT THOMAS. Je demande qu'il soit bien constaté et compris que les chefs de légion et tous les commandants de troupes doivent obéir directement et sans intermédiaires aux ordres du président.

LE CIT. GARNON. Je voudrais qu'il fût bien entendu que l'action du citoyen président s'étendra à toute la garde nationale de la banlieue. (On rit.)

LE CIT. VIVIEN. Le droit du président de l'Assemblée nationale n'est pas limité; il n'est circonscrit dans aucune portion déterminée du territoire de la République.

De toutes parts. C'est entendu.

L'art. 6 est adopté. Les derniers mots sont ainsi rédigés :

« ... sont tenus d'y obtempérer immédiatement, sous les peines portées par les lois. »

L'art. 7 et dernier est adopté.

Le citoyen Baraguet d'Ilhiers demande qu'on ajoute à l'article que la délégation devra être faite par écrit.

LE CIT. VIVIEN. Je voulais faire remarquer à l'Assemblée que l'article a été voté; mais si l'Assemblée croit devoir revenir sur son vote... (Non! non!) Je voulais dire que dans la pensée de la commission, dans la plupart des cas, la réquisition devra être donnée par écrit, que même le questeur, s'il n'avait pas une réquisition écrite, ne pourrait justifier de son droit. Je soumettais cette observation à l'Assemblée, qui l'appréciera.

LE CIT. CAUSSIDIÈRE. Il est impossible qu'on puisse accorder l'ordre verbal avec une promptitude et inflexible exécution de cet ordre. Dans beaucoup de cas, on transgresserait ou on traduirait d'une manière diverse un ordre qui pourra être diversement transmis avec ou sans intention. Pour éviter des conflits, il faut que l'ordre soit écrit. Avec un ordre verbal, vous pouvez compromettre 50,000 hommes; l'ordre écrit est toujours compris et mieux exécuté.

LE CIT. VIVIEN. La commission, que je n'avais pas eu le temps de consulter, reconnaît qu'elle ne voit pas d'inconvénient à ce que la délégation

soit donnée par écrit.

LE CIT. BAZE. Je demande que l'ordre ne soit pas toujours écrit. Un commandant de la force publique ne peut marcher que par un ordre; mais il est des cas où cet ordre peut n'être pas écrit. Si le président, dans des cas qu'il faut prévoir, était retenu par des cas invincibles. (Assez! aux voix!)

LE CIT. PRÉSIDENT. Voici la rédaction du paragraphe additionnel :

« Cette délégation, dans tous les cas, sera donnée par écrit. »

Le paragraphe additionnel est mis au voix et rejeté.

L'ensemble du décret est ensuite mis aux voix et adopté par assis et levé.

Le citoyen Vivien, rapporteur, a la parole sur le second projet relatif à la tenue des séances.

La chambre discute le projet de décret. Cette discussion ne donne lieu à aucun incident important.

LE CIT. PRÉSIDENT. Citoyens, veuillez observer le silence; j'ai à vous faire des communications importantes. (En place! en place!)

Les membres de la commission exécutive expriment toute leur reconnaissance à l'Assemblée de la confiance dont elle les a honorés. Par un second message, la commission exécutive annonce que le nouveau ministère est ainsi composé :

#### Composition du ministère.

Affaires étrangères. Jules Bastide, ministre; Jules Favre, sous-secrétaire d'Etat.

Justice. Crémieux.

Intérieur. Recurt.

Instruction publique. Carnot; sous-secrétaire, J. Raynaud.

Cultes. Bethmont.

Commerce et agriculture. Flocon.

Travaux publics. Trélat.

Finances. Duclerc. (On avait parlé de M. Trouvé-Chauvel.)

Guerre. Par intérim, Charras.

Marine. Amiral Casy.

Un orateur. J'ai vu dans le *Moniteur* un avis par lequel les membres de l'Assemblée sont invités à une fête qui doit avoir lieu dimanche. Je demande quelle est l'autorité qui peut ainsi donner des ordres à l'Assemblée. Je demande que cette fête n'ait pas lieu.

Voix. A la tribune. (Vive agitation.)

L'orateur répète sa motion à la tribune.

Le citoyen Guichard pense que cela n'est pas digne de l'attention de l'Assemblée, et que la motion du préopinant est une réminiscence puérile de la vieille opposition.

L'AUTEUR DE LA MOTION. Ce n'est pas par esprit d'opposition, mais pour épargner l'argent des pauvres qui souffrent.

Le citoyen Flocon explique que la fête n'avait d'autre but que de donner du travail à ceux qui manquent de travail, et de fournir à la Représentation nationale, qui y assisterait tout entière, l'occasion de recueillir les témoignages non équivoques de la confiance de la population parisienne. (Vives rumeurs.)

Le citoyen Flocon insiste sur ses explications et sur l'utilité de la fête, au point de vue politique.

(Appuyé! appuyé! Assez! assez! Aux voix! aux voix!)

L'Assemblée décide à une immense majorité qu'elle s'associe à la fête décrétée par le Gouvernement provisoire.

LE CIT. PRÉSIDENT. On me remet un projet de décret par lequel tous les fonctionnaires nommés membres de l'Assemblée nationale seraient immédiatement remplacés. Ils garderaient néanmoins le titre de leurs fonctions et pourraient y être rappelés à l'expiration de la législature. Les ministres sont exceptés de cette disposition.

(Oui! oui! appuyé! — Non! non! il faut des remplacements non provisoires! — Point de fonctionnaires dans la chambre, ils ont perdu deux monarchies. — Assentiment prononcé.)

Le renvoi aux bureaux est demandé.

La séance est levée à huit heures.

#### Revue des journaux.

On s'est récrié souvent, et avec pleine justice, contre les habitudes envahissantes de la dynastie et de la cour orléanistes; mais les mêmes abus doivent-ils se perpétuer sous la République, avec simple changement de personnes ?

Les promeneurs des Tuileries sont rentrés en possession de la terrasse du bord de l'eau, c'est bien; mais ne va-t-on pas mettre à néant ces parterres réservés et ces affreux sauts-de-loups par lesquels Louis-Philippe, pour son usage personnel, défigura, éborgna le magnifique plan de Le Nôtre? Ne va-t-on pas rendre au jardin des Tuileries tout son espace, toute sa grandeur ?

Le citoyen Louis Blanc, remplaçant du duc Decazes, s'était permis de confisquer, aussi pour son agrément particulier, le jardin qui lie le Petit Luxembourg au palais de l'ex-chambre des pairs. La démission du citoyen Louis Blanc a-t-elle mis un terme définitif à cette usurpation ?

Enfin, les habitants du faubourg Saint-Honoré obtiendront-ils raison d'un autre accaparement non moins extraordinaire? L'ex-domaine privé donnait des permissions d'entrée, pour les jeudis et les dimanches, pour son parc de Monceaux. C'était une précieuse ressource pour tout un quartier.

Les familles, les pensions, les joyeuses tribus d'enfants venaient avec bonheur s'ébattre dans cette oasis de fleurs et de verdure. On se souvient de la Révolution de février, que Monceaux deviendrait tout à fait public; bien au contraire,

il est devenu tout à fait clos et fermé. C'est le citoyen Emile Thomas, directeur des ateliers nationaux, qui est à présent le seigneur et maître de ces riants ombrages. Ce pacha, ce souverain républicain en est beaucoup plus avare même que l'ancienne liste civile. La dynastie Thomas et ses intimes se sont adjugé à eux seuls fleurs, ombrages, riants promenades sous les lilas embaumés. Tout un quartier se voit privé de ses joies; des milliers d'enfants y perdent un lieu d'exercice précieux pour leur bien-être et leur santé. Sera-t-on réduit à regretter, au moins sous ce rapport, le régime déchu ?

Des réclamations de plus en plus vives, à mesure que l'on voit la belle saison s'avancer, protestent contre cette inqualifiable confiscation. Nous espérons que l'autorité supérieure voudra bien satisfaire le plus tôt possible aux justes désirs des citoyens. (Opinion publique.)

#### On lit dans la Réforme :

« La République ne comporte pas de privilèges; mais nous procédons avec tant de ménagements, que tous les privilèges restés debout se liguent contre elle et s'exploitent même sous sa sanction. Ainsi, pour nous borner aujourd'hui à un seul exemple, la vénalité des charges n'a pas cessé.

« Interrogez ceux que la question intéresse, les notaires, les avoués, les huissiers, les commissaires priseurs, les greffiers, ils vous soutiendront qu'ils exercent non en vertu d'un privilège, mais d'une vente, d'une cession, d'un titre acquis à prix d'argent. Ce trafic est effectivement chose consacrée, bien que la loi dont on se prévaut n'accorde qu'un droit de présentation et laisse par conséquent le gouvernement tout à fait libre de son choix. Pas un titulaire ici qui ne regarde sa fonction comme sa propriété exclusive. Et cependant qui donc empêcherait le gouvernement de créer à côté de nouveaux titulaires ? Ou serait le droit méconnu ?

« Et puis qu'a-t-on acheté? des titres? Non, assurément, puisque le gouvernement eût pu les refuser ou les donner à d'autres. On a acheté une clientèle comme un négociant achète un fonds de commerce, purement et simplement. Et cela est si vrai, que le prix des charges s'est accru en proportion de l'augmentation des affaires; le nombre des titulaires n'a pas changé.

« On pourrait donc, à Paris et dans d'autres localités, augmenter le nombre des notaires, avoués, etc., sans bien grand dommage. Paris, par exemple, qui, pour une population d'un million d'âmes, ne compte que 116 notaires, ne pourrait qu'y gagner.

« Il est donc évident que, pour mettre fin à la vénalité en cette occasion, le recours au pouvoir législatif n'est pas nécessaire : le gouvernement n'a qu'à user de son libre arbitre; il peut choisir qui il lui plaît, et à la richesse incapable ou ruineuse préférer le talent pauvre et honnête; car il n'est pas donné à tout le monde d'avoir cent ou deux cent mille francs à sa disposition.

« Mais, en principe, nous ne voudrions pas même nous en rapporter au choix souvent arbitraire ou inintelligent du pouvoir. Nous voudrions laisser accès libre à toutes les charges, moyennant les conditions de capacité et de moralité voulues par la loi »

Le comité de l'émigration polonaise nous communique la note suivante :

« Nous apprenons de source certaine que l'empereur d'Autriche a conclu avec le czar une alliance défensive et offensive, relative à la conservation réciproque de leurs Etats respectifs.

« Le cabinet de Prusse n'accède pas provisoirement à cette alliance, et fera dépendre sa résolution définitive au sujet de la marche politique à suivre des dispositions de l'Allemagne et de la conduite du peuple français.

« Selon les nouvelles récentes, il y a 110,000 hommes de troupes russes dans le royaume de Pologne; 120,000 sont en marche pour prendre position à partir de la Courlande jusqu'en Podolie. En outre, une réserve de 160,000 hommes est appelée aux armes. Toutes les forteresses russes sont à la hâte mises en état de guerre, et de grands magasins s'approvisionnent. Les officiers russes déclarent à haute voix qu'ils passeront la frontière aussitôt l'organisation des corps terminée. La meilleure intelligence règne entre les militaires prussiens et russes sur la frontière. » (National.)

#### Reflexions sur l'insalubrité des ateliers nationaux.

Nous avons une foule de monuments vides et inoccupés, les Tuileries par exemple. On entasse ces pauvres femmes dans des salles étroites et basses de plafond; elles y étouffent et s'y asphyxient; quand on en ouvre la porte, on en voit sortir l'haleine comme une buée de lessive, et quelques-unes d'entre elles travaillent dans une telle atmosphère en tenant leurs enfants au maillot sur leurs genoux. Pendant ce temps, on prépare les Tuileries pour recevoir l'auguste personne du président de la République; il est défendu de fumer dans le jardin et dans la cour d'honneur, les blouses ne sont plus admises dans le jardin; le bon temps recommence pour les dandys et les lorettes : il y a là pourtant quelque chose à faire.

Ces vingt sous que vous donnez aux ouvriers des ateliers nationaux, et qui sont insuffisants à leur nourriture quand ils vivent isolés, suffiraient, par le moyen d'une association mutuelle, amplement à leur nécessaire et même à une réserve du superflu.

Vous gaspillez l'argent du pays; vous ne produisez aucun ouvrage utile; vous humiliez le citoyen en le condamnant aux galères de la bronette, vous l'humiliez en l'affamant ;

Pendant que vous, nos puissants dominateurs, vous méritez bien de la République, je veux dire de l'Assemblée nationale, en vous prélassant dans les voitures de la cour, dans les boudoirs somptueux des ministères et autour des banquets de vos satisfaits. En vérité, si vous aviez formé le projet de discréditer la République depuis trois mois, vous n'auriez pas pu mieux réussir. (L'Ami du peuple.)

#### Rouen et Limoges.

Les bourgeois armés de Rouen sont les plus forts; le sang coule. Les ouvriers armés de Limoges triomphent; ils pardonnent, et pas une goutte de sang n'a coulé. Les bourgeois de Rouen sont des modérés; les ouvriers de Limoges sont de la canaille: il faudra en finir avec eux. Classe bourgeoise, oh! que l'on vous trompe! et combien l'on vous trahit en vous poussant contre cette classe d'où vous êtes sortis! Vos vrais amis, c'est nous qui condamnons vos actes; vos ennemis sont ceux qui vous entretiennent dans de telles inimitiés; vos ennemis sont ceux qui ont versé la zizanie entre le manufacturier et l'ouvrier, entre les enfants de la même famille; vos ennemis sont ces avocats du bois dont on fait des Laubardemont, qui, au lieu d'aller mettre leur talent de parole sur les barricades au service de la conciliation et de la fraternité, viennent, dans le sein de l'Assemblée nationale, préconiser l'humanité des mitrailleurs contre des gens désarmés, insultant aux vaincus, toujours courtisant les vainqueurs et osant demander aux représentants de la France, comme on le demandait aux vendus du juste-milieu, qu'après des explications aussi catégoriques, ils aient à se déclarer satisfaits. (L'Ami du peuple.)

#### Nous lisons dans un journal :

« Depuis un mois, les balanciers de l'hôtel des Monnaies ont frappé des millions de centimes, et ces petites pièces, si utiles, si réclamées, continuent à ne pas affluer dans les mains du public. A ceux qui vont journellement au trésor pour échanger de la monnaie d'argent contre cette monnaie de cuivre, les employés répondent qu'ils ne peuvent en distribuer qu'aux boulangers de Paris, sur signature de leurs syndics.

« Mais alors si les boulangers seuls profitent réellement de cette faveur, qu'ils veuillent donc la faire partager à leurs pratiques. Le ministre des finances devrait bien ordonner, une fois pour toutes, que les nouveaux centimes fussent mis définitivement en circulation et servissent au besoin à la classe ouvrière. »

#### Départements.

Nous avouons que nous n'avons guère l'espoir de voir accomplir cette transformation sociale que nous réclamons par une assemblée composée d'éléments si divers, si hétérogènes. Le prête consentira-t-il à renoncer au traitement que lui paye l'Etat? le riche à supporter toutes les charges pécuniaires? le noble à devenir peuple, à marcher côte à côte avec la blouse, à voir ses enfants assis sur les mêmes bancs et recevoir la même instruction que ceux du prolétaire? le légitimiste à reconnaître au peuple une souveraineté qu'il voudrait confier à un seul individu? Tout cela sera pour eux (qu'on nous pardonne la crudité de l'expression) un peu dur à digérer. On a peine à croire à tant d'abnégation et de dévouement de la part de gens qui n'ont de tout temps songé qu'à leurs intérêts et n'ont jamais pris la défense du peuple que par tactique et quand ils avaient à y gagner. Cependant on a vu tant de merveilles depuis deux mois et demi que nous pouvons nous attendre à tout aujourd'hui, même aux choses les plus incroyables. Il se pourrait que les citoyens représentants que nous avons si mal jugés jusqu'à ce jour sentissent eux-mêmes que l'ère de l'émancipation générale doit commencer et que toute résistance est devenue impossible. Si telle est leur pensée, et elle ne serait que l'expression de la vérité, nous mettrons bas les armes, notre polémique cessera, et nous serons les premiers à serrer fraternellement la main de ces hommes que jusqu'ici nous n'avons regardés que d'un oeil de méfiance et de doute. (Le Peuple souverain de Lyon.)

— L'Assemblée est investie aujourd'hui de tous les pouvoirs: pouvoir constituant, exécutif, législatif, pouvoir illimité, et pourtant il est un pouvoir qu'elle n'a pas : c'est d'établir rien de juste en dehors des idées de justice, de créer rien de légitime qui soit opposé au droit, et surtout de fonder rien de stable dans un autre ordre de lois et de faits que ceux auxquels puisse être logiquement donnée la sanction de l'avenir.

L'Assemblée est libre de tenter de remonter le cours de la Révolution; mais à coup sûr elle n'est pas libre de réussir. Le gouvernement de Louis-Philippe n'a pas essayé autre chose. L'Assemblée pourra se croire en 1830; le peuple se souviendra toujours qu'il est en 1848. (National de l'Ouest.)

— C'est toujours la vieille enveloppe monarchique qui montre le bout de l'oreille. Un président et des ministres plus ou moins responsables; puis dans quelques jours on verra nous réclamer deux chambres et un cens. Alors le tour sera joué; on désarmera ce que ces messieurs appellent la basse classe; on jettera le masque républicain devenu inutile; comme en 1815 on



fusillera sous les murs du Luxembourg ceux qui auront porté les armes contre la royauté, et l'on dressera l'échafaud sur la place publique pour les républicains plus obscurs.

Mais nous n'en sommes pas encore là, et nous espérons mourir avant qu'on nous y ramène.  
(Impartial du Nord.)

## ALGÉRIE.

Les nouvelles les plus absurdes circulent dans l'intérieur : des derviches, des fanatiques, vont répétant partout qu'une immense flotte de plus de deux cents vaisseaux a brûlé Marseille, Toulon, Cette, etc.

L'on ne sait qui a mis à la mer ce formidable armement, mais il existe, disent les fanatiques, et les chiens de chrétiens ne tarderont pas à être chassés.

Nous ne répétons ces absurdités que pour prouver combien l'on trompe les indigènes, et nous qui aimons les Arabes, qui veulent leur assimilation, nous leur dirons : « N'ajoutez aucune foi à ces nouvelles absurdes ; rejetez bien loin et le Moule-Saa et le Moule-Draa. La France est en paix avec l'Europe et le monde ; mais si la France est attaquée, elle frappera, sera inexorable. Soyez calmes, sujets soumis ; obéissez à vos kalifats, autrement vous n'aurez que la ruine et la mort. »  
(Akhbar.)

## Compte rendu des Clubs.

### CLUB DES INTÉRÊTS POPULAIRES ET DE LA GARDE NATIONALE MOBILE.

Attendu la gravité des circonstances ;  
Attendu que tous les bons citoyens doivent veiller au salut du peuple ;

Attendu que les clubs, s'ils ne veulent pas manquer à leur mission, doivent s'occuper activement de l'intérêt général ;

Le club des Intérêts populaires et de la garde nationale mobile, fidèle à sa devise : *« Sauvegarde à la liberté »*, met son secrétariat en permanence, rue de la Michodière, 6, et il invite tous les démocrates à venir lui apporter le concours de leurs lumières et de leur dévouement à la cause de la liberté.

L'union fait la force.

*Vive la République démocratique !*

Dans sa séance du 9 de ce mois, le club des Intérêts populaires et de la garde nationale mobile a décidé, à l'unanimité, qu'une demande serait adressée à l'Assemblée nationale pour que la République française intervint énergiquement et immédiatement dans les affaires de la Pologne et de l'Italie, dont la situation est en ce moment si désastreuse.

Pour le bureau :

Le président, MASSELIN.

Le club des Intérêts populaires et de la garde nationale mobile tient ses séances les mardis, mercredis et vendredis de chaque semaine, à 8 heures du soir, salle de la Bourse.

### CLUB RÉPUBLICAIN SAINT-MARCEAU.

Les soussignés,

Convaincus que le travail du genre humain est une coopération vivante à la création continue de l'univers, et que la part de chaque siècle, de chaque génération, de chaque peuple et de chaque homme est la tâche que l'arbitre souverain confie à chacun dans l'œuvre éternelle ;

Convaincus que le premier devoir d'un gouvernement républicain est d'assurer, de régler cette tâche, de la faire remplir de manière que toutes les forces actives de l'humanité concourent avec ensemble aux destinées communes, la perfectionnement successif de toutes les créations et de toutes les puissances de la vie ;

Convaincus qu'un aveugle hasard ne peut ni ne doit plus raisonnablement être l'ordonnateur de ces forces créatrices ; qu'il ne peut édifier l'harmonie sociale des travaux de la terre, harmonie vers laquelle gravitent les siècles et les générations ;

Que le hasard laisse la vie des neuf dixièmes des travailleurs flottante, sans régularité, sans certitude, sans indépendance, à la merci de tous les orages, de toutes les passions, de toutes les incertitudes, de toutes les faiblesses du capital individuel ;

Convaincus que la tâche du dix-neuvième siècle est de faire enfin aux familles déshéritées une *vie régulière et indépendante*, afin que les inspirations de désordre, d'indifférence morale, de haine et de colère que suscitent sans cesse les homicides, caprices du hasard, soient à jamais étouffées parmi les hommes ;

Convaincus que le sens religieux et moral, le sens social et politique, le sens de la fraternité humaine et de la liberté, ne peuvent se développer complètement dans les cœurs, que le goût et la tradition des sciences et des arts ne peuvent croître à toute leur taille qu'à la seule condition d'une vie ainsi faite ;

Que la *souveraineté du peuple* ne sera jamais qu'un vain mot si la vie du corps et de l'esprit du *souverain* demeure à la discrétion de quelques dominateurs ;

Que l'*instruction du peuple* ne sera jamais qu'un vain mot si tous les instants féconds de sa journée et de sa pensée continuent d'être dévorés par la misère et la cupidité ;

Que l'*égalité et la liberté* ne seront jamais que de vains mots si, dans leurs serres inévitables, l'ignorance et la faim continuent d'asservir la foule agonisée aux privilèges du savoir et de

la richesse ;

Les soussignés ont formé la *Société populaire, Club républicain Saint-Marceau*, et réunis leurs efforts pour étudier et deviner s'il se peut les ressorts d'une nouvelle administration générale en France propre à assurer la *vie régulière et indépendante du travail*, pour méditer, discuter, éclairer en commun les mesures qui doivent constituer à toujours l'enseignement universel des sciences sociales ; donner à l'âme française, régénérée par le sentiment de sa mission providentielle, toute son envergure dans le monde et assésor enfin sans retour sur la terre le véritable règne de la *souveraineté populaire* !  
(Suivent les signatures des membres du club.)

### CLUB RÉPUBLICAIN FRANÇAIS (section West-End).

London, 4<sup>e</sup> mai 1848.

Le citoyen Regnier, délégué du club Républicain de Londres, nous fait passer la communication suivante :

Le club Républicain français de Londres émet le vœu suivant pour la constitution nouvelle à donner à la France :

« Une assemblée unique et permanente, renouvelée, soit par fractions, soit par ensemble, dans un temps limité et nommant un ministère sans présidence. »

E. VACHER, président.

TAVERNIER, vice-président.

A. LEDENTU, secrétaire.

### CLUB DE LA SARTHE.

Dans sa séance du 9 mai, le club de la Sarthe a examiné la question de la Pologne.

Un cri unanime s'est fait entendre en faveur de la nation polonaise, et l'intervention de la France dans sa sainte cause contre ses oppresseurs a été votée par acclamation : « La France, s'est écrié un citoyen, n'aura-t-elle jamais pour cette vieille amie que de vaines promesses ? Demeurera-t-elle, deux mois après s'être proclamée la protectrice des peuples opprimés, sourde à l'appel que nous font nos frères des bords de la Vistule ? Les principes de la démocratie en Europe progresseront d'autant plus que nous nous en montrerons les plus intrépides propagateurs, et ce sera les affirmer en France que d'aider la Pologne à briser ses fers. »

CHENENAILLIE.

### CLUB DU PROGRÈS.

Séance du 8 mai 1848. — Le citoyen Elbel, président, annonce que, comme il importe plus que jamais de se serrer et de se grouper autour du drapeau de la République, le club va être immédiatement reconstitué sur des bases plus énergiques : en conséquence, et pour donner l'exemple de la soumission à sa nouvelle discipline, le bureau en masse, et par l'organe du président, prie l'assemblée d'accepter sa démission.

Il est procédé au renouvellement du bureau, qui se trouve ainsi composé : Elbel, président ; Huicque, Dumas et Altemère, vice-présidents ; Defacelière, Mony de Montmort, Benoist et Sordburger, secrétaires ; Thorel, trésorier ; douze commissaires.

Le citoyen président annonce qu'ayant été informé que le citoyen Ledru-Rollin avait donné sa démission de ministre de l'intérieur, il demande une protestation contre cette démission considérée comme contraire aux intérêts de la République. L'assemblée proteste de la manière la plus énergique.

Lecture est faite du manifeste du Comité centralisateur inséré dans la *Commune de Paris* le 7 mai. L'assemblée, sur la proposition du citoyen Elbel, y adhère à l'unanimité.

DEFLACELIÈRE, BENOIST, secrétaires.

### CLUB DU MARAIS.

Citoyen Sobrier,

Nous nous empressons de vous informer que le club du Marais, dans sa séance de ce soir, 9 mai, a décidé à l'unanimité qu'il serait envoyé immédiatement (et tous les clubs de Paris sont invités à en faire autant) une protestation contre la restriction qui a été faite au sujet des quarante places accordées aux membres délégués des clubs pour assister aux séances de l'Assemblée nationale, places qui avaient été précédemment et légalement accordées.

Le club proteste d'autant plus qu'il croit voir dans cet acte une première et grave atteinte aux droits du peuple.

Salut et fraternité.

Au nom du club, les membres du bureau,

Le président, P. TURNER.

Le secrétaire, ALLIX.

### CLUB PACIFIQUE DES DROITS DE L'HOMME.

La société des Droits de l'homme et du citoyen, constituée sur des bases arbitraires et en opposition avec les principes démocratiques, qui doivent seuls la diriger, a vu son pouvoir usurpé par des membres qui se sont imposés et qui ont compromis son indépendance. Divers actes émanés du comité exécutif, illégalement constitué, ont motivé d'énergiques réclamations, et c'est en vain qu'une grande quantité de sectionnaires ont demandé l'exécution du règlement et une éléction légale. Un refus d'acquiescement a été justifié par une protestation. En présence de ces faits, les sectionnaires qui ont élevé la voix ne veulent pas accepter la responsabilité d'actes qui émanent

d'un pouvoir qu'ils ne reconnaissent pas. En conséquence ils déclarent qu'à dater du 8 mai ils se sont constitués en club indépendant sous le titre de club Pacifique et Organisateur des Droits de l'homme et du citoyen. Le club prend pour profession de foi la déclaration des Droits de l'homme et du citoyen de 93. Il suivra dans ses discussions une marche progressive et sociale, et toutes les questions démocratiques les plus avancées seront acceptées à la tribune.

G. PELIN, président.

A. LEYDET, secrétaire.

P. S. Le club tiendra ses séances les lundis, mercredis et vendredis, rue Sainte-Elisabeth, (école des garçons), à sept heures et demi précises.

## AVIS.

Avant d'insérer la lettre que nous a communiquée le citoyen John Cramer, nous le prions de nous donner son adresse.

— *Légion Pie IX.* — Le bureau de la rue de la Michodière, n° 6, étant exclusivement réservé au secrétariat de la légion, ceux qui désireraient en faire partie sont prévenus que les enrôlements se font rue de La Bruyère, n° 17, faubourg Montmartre.

— Les citoyens membres du club de la Révolution sont invités à se trouver vendredi, à huit heures et demie précises du matin, place de la Révolution.

La vérité sur les événements de Rouen, tel est le titre sous lequel le citoyen Gustave Naquet, rédacteur du *Contrat social* à Rouen, vient de publier à Paris une feuille destinée à faire connaître le véritable caractère de ces événements.

Cet écrit, qui a la forme et le prix d'une feuille de journal, se recommande par la narration précise et impartiale des faits qui ont précédé et suivi ce qu'on a si justement appelé les massacres de Rouen.

Nous en recommandons la lecture à tous les citoyens désireux d'être éclairés sur ces événements, que trop de gens cherchent à dénaturer et à travestir.

## Étranger.

### POLOGNE.

Posnanie. — Les Polonais, encouragés par les brillants succès remportés sur les troupes prussiennes à Miloslaw et à Wrzesnia, ont essayé d'attaquer Posen ; mais ils ont été repoussés. Tout le grand-duché est déclaré en état de siège, et les troupes prussiennes sont en masse dirigées vers cette ville. Combien de temps la France restera-t-elle encore impassible en face des massacres exercés sur la malheureuse nation polonaise ? Le canon qui extermine de la manière la plus barbare les rangs des vaillants patriotes polonais n'éveillera-t-il dans la France républicaine que des regrets ou des promesses stériles ?

Le secrétaire du comité,

H. JAKUBOWSKY.

Wongrovice, 2 mai. — Wongrovice s'est soulevée en masse et s'est dirigée sur Gnesen ; on entendait dans cette direction la fusillade à la date du 2 mai.

Lemberg. — Un employé de police, dans les environs de Kurowici, a été pris en flagrant délit au moment où il prêchait aux paysans polonais la révolte contre les propriétaires terriens.

Dans les casernes de Lemberg et surtout dans celles de Jablonowski, deux capitaines ont expliqué ainsi aux soldats le décret impérial relatif à l'abolition de la corvée : « L'empereur a accordé aux Italiens, aux Hongrois et aux Polonais certaines franchises ; mais si ces derniers veulent encore s'insurger, il faut les massacrer sans pitié. »

### RUSSIE.

On écrit de Berlin, 6 mai, à la *Gazette d'Aix-la-Chapelle* :

« Il y a en ce moment 100,000 Russes dans la Pologne, et il se trouve en outre 150,000 hommes derrière le Bug et le Niémen, depuis Vilna jusqu'à Lubek en Volhynie, non compris une réserve de 100,000 hommes vers Kiev et Borysow. Il importe d'autant plus que ce déploiement de forces aussi considérables soit l'objet d'une vigilance soutenue, que dans deux mois ces troupes pourraient se mouvoir entre l'Oder et l'Elbe. »

### ITALIE.

Proclamation de la République à Rome.  
Déchéance temporelle du pape.

On lit dans le *Sémaphore* du 8 mai :

Les Etats-Romains sont en République. A la suite du passage du Pô par le général romain, Pie IX a fulminé contre ce général un blâme sévère pour avoir fait avancer ses troupes sans ordre et avoir ainsi, de sa propre autorité, déclaré la guerre à l'Autriche.

La publicité donnée à cette déclaration du pape a excité au plus haut degré la colère du peuple. En quelques instants la population de Rome s'est levée en masse et s'est répandue dans les rues aux cris de : *Mort aux Autrichiens ! Mort aux cardinaux !* ces derniers étant, dit-on, les instigateurs de la résolution prise par Pie IX.

La foule exaspérée s'est portée au palais Quirinal, et après de longs pourparlers, qui n'ont abouti à rien, les intentions du pontife, ce peuple, en masse, a proclamé la déchéance temporelle du pape ; un gouvernement provisoire laïque a été nommé, et la République proclamée

avec acclamation.

## DEUX-SICILES.

Le roi de Naples fait rebombarder Messine. Les Calabrais et les peuples des campagnes sont en marche sur Naples. La ville est mise en état de siège.

## ESPAGNE.

Madrid, 7 mai. — Une révolte a éclaté à Madrid. Après une lutte sanglante, l'ordre a été rétabli. L'état de siège de Madrid avait été levé juste trois jours avant la tentative. Probablement au moment où nous écrivons, il est rétabli.

## ALLEMAGNE.

Provinces danubiennes. — Nous trouvons dans la *Gazette d'Augsbourg* du 27 avril :

« Une révolution est sur le point d'éclater dans les principautés du Danube. Il est vrai que les hospodars de la Valachie et de la Moldavie sont encore debout ; mais le peuple veut les renverser. Les paysans ont résolu de s'affranchir du joug des seigneurs ou de les tuer. Les habitants des villes demandent de nombreux renforts. En Bulgarie, sur les rives du Danube, depuis Belgrade jusqu'à l'embouchure de Sulnia, l'esprit révolutionnaire éclate et veut se débarrasser à la fois du joug de la Turquie et du protectorat de la Russie. »

## Faits divers.

Nous recevons depuis quelques jours de nombreuses lettres de citoyens qui se plaignent du désordre et du gaspillage qui règnent à l'hôtel de ville. Si les faits qu'on nous signale sont vrais, il n'y aurait pas moins de 1,800 à 2,000 personnes hébergées ; en portant les frais de nourriture de chaque homme à 1 fr. 50 c. par jour, la dépense s'élèverait à 5,000 fr. Cette dépense nous paraît non-seulement inopportune, mais encore très-onéreuse pour le budget de la ville de Paris. Il est temps qu'on songe à économiser les deniers de la cité, et nous appelons sur ce point l'attention du citoyen maire en attendant que l'Assemblée nationale puisse régulariser les dépenses.

— On lit dans le *Monde républicain* :

« M. Marrast est un bon camarade. Il a nommé chef de son bureau des archives M. Aubert-Albert, aux appointements de 5,000 fr. Il vient d'appeler aux fonctions de directeur des tontines, avec un traitement de 6,000 fr. M. Dumont. Ces deux citoyens ont fait et font encore, sans doute, de la rédaction du *National*. » (*Esprit national*.)

— M. le ministre des finances, sur la proposition de M. E. Arago, directeur de l'administration générale des postes, vient de créer un emploi de directeur des postes, au traitement de 6,000 fr., à l'armée des Alpes.

M. Raymond Devillers, inspecteur des postes du bureau d'arrondissement D, à Paris, est nommé à cet emploi et suivra l'armée dans toutes ses positions.

— On s'occupe très-activement au ministère de la guerre d'un grand travail de remaniement dans les bureaux, d'où résulterait une diminution notable du personnel. (*L'Union*.)

— Le 29 mai prochain, à six heures du soir, rue de Grenelle-Saint-Honoré, 43, tous les francs-maçons de France, sans distinction de loges, de rites ni d'obédience, se réuniront en convention nationale.

— Les centurions du lustre et les romains qu'ils dirigent ont trouvé un moyen ingénieux d'arrêter toutes marques d'improbation.

Dernièrement, à la Gaieté, un spectateur s'étant permis de siffler, a été expulsé aux cris de : *A bas le communiste !*

Espère-t-on au moyen de ce mot de proscription nous imposer de mauvaise prose comme on nous a imposé de mauvais représentants ?

— La société de la Voix des femmes tiendra ce soir, à huit heures, sa première séance, salle des Concerts-Spectacles. Les hommes ne seront admis que s'ils en font la demande au comité, 8, rue Neuve-Trévise, ou s'ils accompagnent des dames sociétaires.

— Aussitôt que M. le général Négrier a été nommé un des questeurs de l'Assemblée nationale, il a donné l'ordre de faire venir une réserve de 900 fusils : « On menace, a-t-il dit, la représentation du peuple et la garde nationale chargée de la défendre ; mais si les gardes nationaux sont attaqués, il faut que les 900 représentants aient aussi des armes pour combattre et mourir avec eux. Les 900 fusils ont été en effet apportés, et hier matin on avait fait venir 10,000 cartouches, par suite des bruits répandus sur des projets d'attaque contre l'Assemblée. »

— Hier au soir les cinq membres du Gouvernement exécutif, les directeurs enfin, sont restés quatre heures durant enfermés en conseil secret au ministère des affaires étrangères.

— On écrit de Grenoble que tout s'appête pour un mouvement de concentration vers les Alpes. Les généraux commandants sont tous ici, attendant les derniers ordres. Chaque jour arrivent des munitions de guerre et des provisions de bouche ; on dispose aussi ce qu'il faut pour les ambulances.

De nouveaux bataillons venant de l'intérieur de la France ont reçu ordre de se diriger sur Lyon ; nous sommes informés aussi que l'on augmente de beaucoup en ce moment le nombre d'achats de chevaux.

Le directeur gérant : SOBRIER.

Imprimerie Lacrampe et Fertiaux, rue Damiette, 2.